

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Michel CAMPICHE

La question d'Extrême-Orient de 1885 à 1905,
partie III : la rivalité russo-japonaise

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1948, tome 46, p. 55-63

© Abbaye de Saint-Maurice 2012

La question d'Extrême-Orient

de 1885 à 1905

III

La rivalité russo-japonaise

L'occupation de Port-Arthur, sur la mer libre, était, pour la Russie, le succès au terme d'un effort persévérant. L'avance russe vers l'Extrême-Orient avait commencé au XVI^e siècle, par une lente pénétration en Sibérie. En 1858 s'achevait la conquête de la province maritime, sur la Mer du Japon. Deux ans après, les Russes fondaient, tout à l'extrémité de leur empire, une cité commerciale dont le nom seul était un programme : Vladivostok, la Perle de l'Orient. La conquête de l'île Sakaline (1875) prolongement septentrional de l'archipel japonais, terminait l'installation russe sur le Pacifique. Ces territoires, où le pouvoir central envoyait des déportés politiques et des forçats, demeuraient peu peuplés, faute de communications. Des raisons avant tout économiques engagèrent Alexandre III à construire un chemin de fer de Vladivostok à la Volga.

En 1891, le tsarévitch Nicolas, président du Comité Sibérien, inaugurait les travaux qui devaient durer dix ans, ce qui est peu quand on songe à l'immense longueur de la voie. Une telle entreprise renforça l'influence de la Russie en Chine du Nord et transforma sa position en Extrême-Orient. Le chemin de fer sera le grand instrument de l'impérialisme russe lorsque le tsar, dès les premiers jours de son règne, tentera de réaliser les plans vagues et grandioses qu'il formait lors de ses inspections en Sibérie.

Ces vues et ces interventions personnelles de Nicolas II risquaient de provoquer beaucoup de difficultés. La faiblesse de son caractère mettait le tsar à la merci de son entourage, de sa femme, une Allemande, de Guillaume II, correspondant proluxe et assidu, et de clans

politiques, financiers ou militaires. L'Empereur, à l'esprit sans cesse partagé, retirait ce qu'il avait promis la veille, congédiait à l'improviste, contrariait en sous-main, avec cette apparente déloyauté des irrésolus, les décisions prises dans ses propres conseils. Il en résultait un continu flottement dans la conduite des affaires, en sorte que fréquemment — comme on le verra dans les préliminaires de la guerre japonaise — les questions importantes étaient tranchées par des subordonnés lointains et irresponsables. Les circonstances, autant que ses dispositions, rendront Nicolas II attentif aux affaires d'Extrême-Orient. L'intervention commune à Tokyo, pour la révision du traité de Shimonoshéki, fut la première démarche importante qu'on entreprit sous le nouveau règne. Dans la même année 1885, une série d'opérations financières donnait à la Russie la prépondérance à Pékin. La Chine ne pouvait régler son énorme dette de guerre qu'au moyen d'emprunts à l'étranger. Serge Witte, ministre russe des finances, que la confiance des banquiers français rendait fort puissant, fondait, pour le service de la dette, une banque russo-chinoise qui n'était qu'une succursale de son ministère. Principal créancier de la Chine, la Russie augmentait son influence par la construction du transsibérien. Il restait, en 1896, à établir le dernier tronçon, du lac Baïkal à Vladivostok, selon deux tracés possibles. Le premier, entièrement sur le territoire russe, contournait l'énorme quadrilatère que formait la Mandchourie ; le second, plus court de quelques centaines de kilomètres, traversait cette province chinoise. Des embranchements vers Pékin et la Corée pouvaient faire de toute la Chine septentrionale un domaine russe.

L'affaire fut tôt conclue. Aux fêtes du couronnement de Nicolas II, l'empereur de Chine délégua Li-Houng-Tchang, celui qui, un an plus tôt, traitait avec le Japon. Durant son séjour à Moscou, il négociait avec Serge Witte une convention secrète extrêmement importante, et dont les clauses peuvent tenir en trois points :

I. L'Empire chinois accorde à la Russie le droit de faire passer sur son territoire un chemin de fer aboutissant à Vladivostok. La ligne sera exploitée par une compagnie privée, sous le contrôle du ministre des finances.

II. La compagnie prendra toutes les mesures de police nécessaires à la sécurité du chemin de fer ; elle assumera, en particulier, la police aux approches de la voie ferrée, sans aucune participation de la Chine.

III. Les deux Empires se promettent une assistance militaire en cas d'agression japonaise contre la Chine ou contre les possessions russes d'Extrême-Orient.

Aucune autre puissance ne s'assurait de tels avantages en Chine. Or, en moins de dix ans, la Russie perdra, en accumulant les erreurs politiques, tout le bénéfice de ce traité, et même plus.

Lors du couronnement toujours fut signé un second traité relatif à l'Extrême-Orient, — L'entreprise asiatique était bien le fait du nouveau règne. — En Corée, l'influence de la Russie se substituait à celle de la Chine, d'où une forte rivalité avec le Japon. Par la convention de Moscou (23 juillet 1896) les deux états se reconnaissaient le droit de maintenir chacun une garnison de 1000 hommes ; les finances coréennes étaient soumises à la gestion russe. Le royaume ainsi partagé gardait une indépendance théorique. Ces arrangements ne faisaient que remettre la question à plus tard ; au lieu de supprimer le conflit russo-japonais, ils en délimitaient le champ. Après avoir, dans des circonstances humiliantes, expulsé les Japonais de Port-Arthur, la Russie, en leur disputant le protectorat coréen, réduisait encore le bénéfice des récentes victoires. Bien plus, les Russes transformèrent aussitôt Port-Arthur en une puissante place de guerre, reliée au transsibérien par une voie ferrée qui faisait de toute la Mandchourie leur zone d'influence exclusive. L'irritation japonaise devint si vive qu'il fallut faire des concessions. Le 13 avril 1898, la Russie abandonnait toutes ses prérogatives sur la Corée. Le conflit semblait réglé par une répartition des zones d'influence, ce qui était un grand progrès sur le traité de Moscou.

Les derniers agrandissements étendaient la puissance russe jusqu'à cette limite qu'on ne peut franchir sans danger. Serge Witte avait, jusqu'ici, dirigé la politique en Extrême-Orient. Hostile aux aventures, il recherchait les avantages commerciaux et non les conquêtes. Opposé à l'occupation de Port-Arthur, il avait du moins obtenu des concessions au Japon. Mais la nomination, au début

de 1898, du général Kouropatkine au ministère de la guerre, et surtout les événements qui suivirent la révolution nationaliste en Chine du Nord, allaient mettre les affaires d'Extrême-Orient sous le contrôle du parti militaire. Durant la guerre des Boxers, des contingents russes prirent part aux opérations pour la délivrance de Pékin. Le mouvement contre les Européens s'étendit à la Mandchourie du Sud, où les Russes construisaient leur chemin de fer de Karbine à Port-Arthur. Des bandes armées, avec la complicité du pouvoir civil, attaquaient les équipes d'ouvriers. Kouropatkine, au premier prétexte, fit occuper toute la province, mobilisant même en Russie d'Europe. A Saint-Pétersbourg, on ne cache nullement que les troupes russes ne quitteront plus ces territoires. Les militaires veulent même regagner la Corée.

L'étranger s'inquiète, L'Angleterre, qui a bloqué l'expansion russe en Asie centrale avise, durant toute l'année 1901, aux moyens de l'arrêter aussi en Extrême-Orient. Inutile de songer à l'alliance allemande, que Chamberlain recherchait avec ostentation trois ans plus tôt. Guillaume II craint de servir de tampon entre « ces infâmes Anglais », comme il dit, et les Russes. Par ailleurs, il estime que la Russie, occupée en Chine, se détournera de l'Europe, tout en conjurant le fameux péril jaune. A cette époque, il prodigue au tsar des encouragements et des conseils, dans cette correspondance qui atteste l'intimité jamais démentie entre les deux maisons. Lors des manœuvres navales 1902, le Kaiser fait transmettre à l'« amiral du Pacifique » les salutations de l'« amiral de l'Atlantique ».

L'Angleterre ne pouvait rien espérer de la France, qui entendait maintenir l'alliance russe, d'autant plus que l'Indochine, après la conquête de Formose, était à portée de la flotte japonaise. Il restait la possibilité d'un accord direct avec la Russie. A trois reprises, durant les six premiers mois de 1901, le cabinet de Londres suggère un arrangement en Chine et en Perse. Mais les Russes ne veulent pas lier les deux questions ; ils font des réponses tellement évasives qu'à la troisième démarche le projet doit être abandonné. Les Anglais, recourant à la dernière solution possible, font alors des ouvertures au Japon. En juillet, le Premier ministre constate qu'il y a « beaucoup

de ressemblance entre la politique des deux pays ». Edouard VII lui-même juge « essentiel » de fournir au Japon un « appui cordial, en toutes circonstances ». Mais à Tokyo, on recherche encore l'entente avec la Russie. En décembre, le prince Ito, parent de l'empereur, se rend à Saint-Pétersbourg. L'Angleterre, craignant de nouvelles concessions japonaises, hâte la conclusion. Le 30 janvier 1902, un accord fait du Japon le soldat de la Grande-Bretagne, et enlève à la Russie la possibilité de se trouver des alliés. Les clauses essentielles supprimaient toute équivoque :

« Si l'Angleterre ou le Japon, pour la défense de ces intérêts respectifs [le *statu-quo* en Extrême-Orient] est impliqué dans une guerre avec une autre puissance, l'autre partie contractante gardera une stricte neutralité et fera ses efforts pour empêcher une autre puissance de prendre part aux hostilités contre son alliée. — Si, dans le cas précité, toute autre puissance ou coalition [la France, ou une très improbable coalition franco-allemande] prend part aux hostilités contre la dite alliée, l'autre partie contractante viendra à son aide, fera la guerre en commun avec elle et conclura la paix d'un commun accord. »

La manœuvre est typiquement anglaise ; elle consiste à opposer deux puissances, quitte à contenir celle qu'on aura d'abord favorisée. En outre, elle révèle un pouvoir de surmonter les plus tenaces préjugés. L'Angleterre, qui poussa plus loin que personne le mépris des races de couleur, était la première à traiter en égal un pays asiatique. Bien plus, elle prenait à son endroit des engagements précis, à la fois politiques et militaires, ce que d'ordinaire elle s'efforçait toujours d'éviter.

Partout dans le monde, l'étonnement fut grand. L'alliance tacite entre les pays européens et leur solidarité en Extrême-Orient se trouvaient rompues. Il apparut clairement que l'Angleterre, renonçant à créer une « deuxième Inde » en Chine, s'opposerait à un partage, fût-ce en risquant la guerre au lendemain des pénibles campagnes sud-africaines. (Traité de Prétoria, 31 mai 1902). Dès ce moment, le conflit russo-japonais, par ses répercussions possibles, prenait une importance mondiale.

Trois mois plus tard (20 mars), la Russie et la France publiaient une déclaration où, en des termes vagues, elles se réservaient « d'aviser éventuellement aux moyens d'assurer la sauvegarde » de leurs intérêts. La France refusait de s'engager contre l'Angleterre. C'eût été fou, d'autant plus que les Etats-Unis soutenaient ouvertement le Japon. Les Russes paraissent alors se résigner ; en avril, un accord avec la Chine prévoit l'évacuation progressive de la Mandchourie, en l'espace d'un an à partir du 26 septembre 1903. Ce délai assez long permettait d'achever et de mettre en exploitation le chemin de fer. D'ailleurs, même après le retrait de ses troupes, la Russie gardait la propriété et la surveillance de la voie ferrée.

Le ministre russe des affaires étrangères, comte Lamsdorf, tenta une réplique à l'alliance anglo-japonaise, en reconstituant la « triplique » de 1895. Berlin refusa dès les premières ouvertures. En cas de guerre générale, l'Allemagne entendait rester libre de ses mouvements, pour négocier en temps opportun son alliance ou sa neutralité. La Russie se voyait donc forcée de laisser la Corée au Japon et de ne conserver en Mandchourie qu'une influence économique. C'était là une solution très avantageuse, malgré les concessions qu'elle impliquait. Il sembla d'abord que la Russie adoptait ce parti. En novembre, ses troupes évacuaient Moukden, centre de la Mandchourie méridionale.

L'année 1903, qui est décisive, parut apporter le règlement du conflit. L'intervention personnelle de Nicolas II vint tout perdre. Le tsar, qui ne peut admettre que la grande entreprise de son règne soit même différée, soustrait progressivement les affaires d'Extrême-Orient à la compétence de ses ministres, pour les diriger lui-même, par l'intermédiaire d'une société commerciale plus ou moins officielle, puis d'un vice-roi. On a ce spectacle étrange : à Saint-Pétersbourg, le ministère, où prévalent Witte et Lamsdorf, soutenus à la fin par Kouro-patkine, réclame avec énergie une politique modérée et l'entente avec le Japon, — Plehwe, ministre de l'Intérieur, soutient l'avis contraire, mais, dans les conseils du moins, il n'a pas grande influence sur les affaires d'Extrême-Orient, — En Sibérie, un second pouvoir, indépendant du premier, agit en un sens tout opposé, et finit par

déclencher la guerre. Et comme ces deux pouvoirs relèvent de l'Empereur, la politique russe, dans les quatorze mois qui précèdent la guerre, est contradictoire jusqu'à l'incohérence.

Cette espèce de gouvernement occulte que l'Empereur devait prendre à son service apparut en 1902. Un ancien officier de cavalerie, nommé Bézobrazof, avait fondé, vers ce moment-là, une compagnie pour l'exploitation des forêts dans le bassin du Yalou, fleuve qui sépare la Corée de la Mandchourie. A la fin de 1902, Bézobrazof, usant de protections puissantes, gagnait la confiance du tsar, qui l'envoya faire en Mandchourie un voyage d'inspection comme s'il eût rempli un mandat officiel. A son retour, il était nommé secrétaire d'Etat, sans doute par l'influence de Plehwe. Muni de ces nouveaux pouvoirs, Bézobrazof se rendit une deuxième fois en Extrême-Orient, au début de l'été 1903. Se donnant pour un représentant du tsar, il parcourut la frontière coréenne, et provoqua une certaine agitation. Au mois de juillet, Witte et Lamsdorf rallièrent au parti de la paix le général Kouroupatkine, qui avait constaté lors d'une tournée d'inspection en Mandchourie, que la Russie ne pouvait soutenir une guerre. Il dénonça au tsar la dangereuse activité de la compagnie commerciale. Les trois ministres responsables de la politique russe en Extrême-Orient se trouvaient enfin d'accord.

C'était bien inutile ; tout juste à ce moment, Nicolas II prit une mesure décisive qui enlevait au gouvernement tout contrôle sur les affaires asiatiques. Le 30 juillet paraissait au journal officiel un décret instituant une lieutenance impériale pour l'Extrême-Orient. Le titulaire de ce poste assumait tous les pouvoirs civils et militaires sur les territoires à l'est du lac Baïkal. Et surtout le lieutenant impérial, que la presse qualifiait déjà de viceroi, recevait, en politique étrangère, les compétences pour traiter directement avec la Chine, la Corée et le Japon. Ce poste entre tous important fut confié à l'amiral Alexeief, gouverneur de Port-Arthur ; qui était partisan de la guerre et associé de Bézobrazof. Witte quitta le ministère des finances, et ne garda que des fonctions honorifiques.

Sitôt le vice-roi installé, les provocations commencent. Sous des prétextes quelconques les troupes russes réoccupent, en Mandchourie du Sud, des territoires évacués depuis peu. La compagnie opère en plein dans la zone que les traités réservent au Japon. Les Russes fondent sur la rive coréenne du Yalou un port fluvial qu'ils nomment Port-Nicolas ; il y installent une garnison. En août déjà, le comte Kourino, ambassadeur japonais à Saint-Pétersbourg, propose un accord attribuant à chacun des partenaires des droits exclusifs sur des territoires exactement délimités. En septembre, les négociations continuent à Tokyo. L'Empereur confère directement avec le vice-roi Alexeief, sans même renseigner le ministre des affaires étrangères. Les diplomates russes se montrent conciliants pour la Corée, mais refusent d'aborder la question de la Mandchourie, qui, selon eux, concerne la Russie et la Chine. Au mois de novembre, Guillaume II attire avec insistance l'attention du tsar sur les importants préparatifs militaires du Japon. Nicolas II séjournait alors à Darmstadt, dans la famille de sa femme, et laissait les négociateurs sans instructions, ce qui arrêtait les pourparlers de Tokyo. Il répondit au Kaiser qu'une guerre était fort improbable, puisque lui n'en voulait pas. On voit combien il méconnaissait une situation qu'il croyait dominer. Le 21 novembre, au retour du tsar, l'ambassadeur japonais présente un mémoire et demande à voir l'Empereur qui refuse sous des prétextes futiles. Les Japonais se sentent bernés. Au début de décembre, des renforts navals arrivent à Port-Arthur, tandis que Moukden est réoccupé. L'armée russe construit des fortifications en territoire coréen. Le 11, la Russie fait des propositions presque semblables à celles qu'elle présentait cinq mois plus tôt, sans allusion au problème de la Mandchourie, qui est le nœud du débat. Une note japonaise insiste sur cette lacune ; l'opinion publique et les journaux de Tokyo se déchaînent. Les cercles militaires qui, au Japon, gardaient dans l'Etat une indépendance presque totale, parlent ouvertement de la guerre prochaine.

Le jour de l'an 1904, le tsar, dans une allocution au corps diplomatique, affirme qu'il veut la paix en Extrême-Orient. Le 6 janvier, la Russie fait une proposition

nouvelle. Si le Japon considère que la Mandchourie et Port-Arthur sont hors de sa sphère d'intérêts, les droits que lui attribuent les traités avec la Chine, et en particulier le protectorat sur toute la Corée, lui seront garantis. Mais le gouvernement de Tokyo veut des engagements précis concernant l'intégrité du territoire chinois, sans toutefois contester les privilèges russes sur les chemins de fer en Mandchourie. Ces demandes se trouvaient déjà exprimées dans la note du 21 novembre, qui demeure sans réponse. Les journaux militaires exigent l'ouverture des opérations avant que l'escadre de Vladivostok soit libérée par le dégel. Le 5 février 1904, le baron Kourino annonce la rupture des relations diplomatiques et quitte aussitôt la Russie. L'entourage de Nicolas II et le tsar lui-même croient à un chantage et jugent impossible que le Japon ose attaquer, à trois jours du désastre qui allait ouvrir la guerre.

(A suivre)

Michel CAMPICHE